

E *Commission des relations de travail de l'Ontario* **N RELIEF**

Rédaction : Andrea Bowker, avocate
Aaron Hart, avocat

Juillet 2018

BUREAU DES AVOCATS

Notre ami et collègue Leonard Marvy a pris sa retraite comme avocat de la Commission le 6 juillet 2018. Durant ses seize années d'activité parmi nous, il a représenté la Commission plus d'une centaine de fois devant la Cour divisionnaire et la Cour d'appel. Len a été d'un précieux conseil à la présidence, aux gestionnaires et au personnel de la Commission, qui ont toujours apprécié son attention, sa circonspection et sa sagesse.

RÉSUMÉS DE DÉCISIONS

Sont résumées ci-dessous certaines décisions rendues par la Commission des relations de travail de l'Ontario en juin de cette année. Ces décisions paraîtront dans le numéro de mai/juin des rapports de la Commission (OLRB Reports). Le texte intégral des décisions rendues récemment peut être consulté sur le site Web de l'Institut canadien d'information juridique, à www.canlii.org.

Accréditation – Industrie de la construction –

Requête en accréditation en vertu de l'article 128.1 – Le syndicat cherchait à ajouter MA à la liste et a contesté MD – L'employeur a fait valoir que MD et MA sont en réalité une seule et même personne, que « MA » est un nom fictif et que MD souhaitait retirer sa demande d'adhésion – Le syndicat a accepté que MD et MA ne font qu'un, au vu des documents déposés auprès de la Commission – Il n'y a eu aucune contestation que la personne en question travaillait au sein de l'unité

de négociation à la date de présentation de la demande d'adhésion – Le syndicat a présenté l'argument qu'il n'y a pas lieu de tenir compte d'un apparent changement d'avis après la présentation d'une demande d'adhésion et que la carte de membre devrait être acceptée, même si elle semble avoir été signée d'un faux nom – La Commission n'a rien constaté qui laisserait entendre que le syndicat savait que le nom sur la carte était faux, rien à propos du nom sur la carte ne laisse deviner qu'il s'agit d'un faux et il n'est guère possible d'exiger d'un syndicat qu'il vérifie officiellement l'identité de chaque signataire d'une carte de membre – L'organisateur syndical n'a eu aucune conduite répréhensible qui pourrait par ailleurs compromettre la validité de la carte – La Commission a rejeté l'argument qu'il n'y avait aucune preuve d'une adhésion au nom de MD, vu que MD a, en fait, signé la carte (bien que sous un faux nom) – La Commission a accepté la carte – Certificats délivrés.

2279667 ONTARIO INC. O/A NEW AMHERST HOMES; RE: LABOURERS' INTERNATIONAL UNION OF NORTH AMERICA, LOCAL 183; RE: NEW AMHERST HOMES; RE: NEW AMHERST LTD.; OLRB File No. 3254-17-R; 6 juin 2018, Décision : Michael McFadden (12 pages)

Accréditation – Droit constitutionnel – Industrie de la construction – La société Amec et un

partenaire de coentreprise avaient conclu un contrat pour la construction d'une nouvelle installation devant servir au stockage de déchets à faible radioactivité et le transport de pareils déchets de leur ancien lieu d'entreposage vers la nouvelle installation – Ces travaux faisaient partie d'une initiative de réhabilitation plus vaste à Port Granby – Les syndicats (Union internationale des journaliers d'Amérique du Nord/UIJAN et International Union of Operating Engineers/IUOE) visaient l'accréditation de leurs unités de négociation respectives – Amec a fait valoir que ses activités étaient du ressort du gouvernement fédéral – L'analyse de la Commission a confirmé que les relations de travail sont en principe du ressort du gouvernement provincial – Les activités d'Amec ne seraient du ressort du fédéral que s'il s'agissait de travaux qui sont effectués pour le gouvernement fédéral ou de travaux qui soit font partie intégrante d'une entreprise fédérale, soit sont d'une importance vitale pour pareille entreprise – La Commission a examiné en détail la nature de l'initiative de Port Granby et celle des activités d'Amec en particulier – Selon son analyse dans *Construction Montcalm, Tessier* et sa propre jurisprudence, la Commission a conclu qu'Amec n'est, en soi, pas une entreprise fédérale – Amec est une grande société qui mène un vaste éventail d'activités dans l'industrie de la construction – Amec n'est ni un ouvrage ni une entreprise à l'avantage général du Canada au sens de l'article 71 de la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires* – Il ressort de l'examen par la Commission de la nature des travaux de construction en l'espèce que bien que ces travaux soient soumis à un cahier des charges très détaillé, ils ont pour but de construire des installations avec lesquelles Amec n'aura plus rien à faire une fois les travaux terminés – La Commission a par ailleurs déterminé qu'Amec ne fait pas partie intégrante d'une entreprise fédérale et n'est pas vitale pour pareille entreprise – La « nature essentielle » d'Amec n'est pas définie par ses activités à Port Granby et ses activités à cet endroit font partie d'un grand nombre de chantiers sur lesquels Amec travaille – De plus, Amec n'est qu'une entreprise parmi un grand nombre d'autres et de sous-traitants

participant à une initiative de réhabilitation de grande envergure et ne peut donc pas être considérée faire « partie intégrante » de celle-ci ni être d'une importance « vitale » pour sa réalisation – Amec ne participe pas de manière suivie au déroulement de cette initiative fédérale – Il serait manifestement nécessaire d'établir des critères clairs, prévisibles et aisément vérifiables pour la détermination de la compétence constitutionnelle – La présomption de compétence provinciale n'a pas été réfutée – Certificats délivrés.

AMEC FOSTER WHEELER AMERICAS LIMITED; RE: INTERNATIONAL UNION OF OPERATING ENGINEERS, LOCAL 793; RE: LABOURERS' INTERNATIONAL UNION OF NORTH AMERICA, ONTARIO PROVINCIAL DISTRICT COUNCIL; OLRB Files No. 2743-16-R and 3025-16-R; 27 juin 2018, Décision : Bernard Fishbein (105 pages)

Accréditation en cas de contravention à la Loi – Recours – Le syndicat a présenté une requête en accréditation – Le syndicat allègue que l'employeur s'est adonné à des pratiques déloyales de travail dans les jours qui ont précédé le scrutin – Le syndicat a perdu par 45 voix contre 44 et a cherché à obtenir une accréditation en vertu de l'article 11, ou, à défaut, un deuxième scrutin et des recours additionnels – Les allégations du syndicat avaient trait à des documents qui auraient circulé dans le lieu de travail avant le scrutin, de même qu'à certaines déclarations faites aux employés – L'un de ces documents a été créé par une membre de l'unité de négociation, S., qui est opposée à la syndicalisation – S. a fait des copies de son document en se servant du photocopieur de l'employeur et elle a demandé à M., responsable de l'administration pour l'employeur, l'autorisation de le distribuer – M. lui a accordé l'autorisation demandée, mais lui a dit de ne pas faire la distribution durant les heures de travail – Rien ne permet de dire que l'autorisation de distribuer des documents de cette nature dans le lieu de travail est habituelle – Le document fait clairement le lien

entre la syndicalisation et la perte d'emplois – Un autre document anonyme a été affiché dans la salle du personnel qui attribue aussi la perte d'emplois à la syndicalisation – Un troisième document, signé par M., a également été affiché dans la salle du personnel, exprimant une préférence pour ne pas se syndicaliser – H., gestionnaire, a dit à une employée, D., que si le syndicat gagnait, elle et d'autres employés seraient les premiers à perdre leur emploi – Plusieurs employés ont rapporté cet échange avec D. à l'organisateur syndical – Le syndicat a perdu environ un tiers du soutien qui lui avait semblé acquis avant le scrutin – L'employeur a avancé l'argument que les déclarations faisant un lien entre la perte d'emplois et la syndicalisation n'étaient ni plus ni moins qu'une description de réelles contreparties, soulignant par ailleurs qu'il ne pouvait pas en être tenu responsable – La Commission a rejeté l'idée que la négociation collective est un « jeu à somme nulle » dans lequel les hausses de salaire se traduisent inévitablement par des pertes d'emplois – La Commission a conclu que la perception des employés est insuffisante pour que des déclarations d'employés puissent être considérées avoir été faites « pour le compte de l'employeur », au sens des articles 70 et 72, estimant qu'il fallait pour cela une preuve que l'employeur a autorisé les déclarations ou qu'il les soutient – La Commission n'a obtenu aucune preuve de l'employeur, et en particulier de M., expliquant ses actions ou sa motivation en rapport avec les déclarations affichées et distribuées avec son autorisation explicite ou implicite – Compte tenu de l'inversion du fardeau de la preuve prévue au paragraphe 96 (5) et de l'absence de preuve, la Commission a tiré des conclusions défavorables à l'employeur, à savoir qu'elle a conclu que la motivation de l'employeur a été de permettre des déclarations mettant en cause la sécurité d'emploi en vue d'éviter la syndicalisation – Concernant la déclaration de H., la Commission a préféré la preuve du syndicat à celle de l'employeur et a accepté qu'une menace de perte d'emplois a été formulée envers D., laquelle a été répétée à bon nombre d'autres employés – La Commission a conclu que les déclarations et leur effet, plus la diminution inusitée du soutien du syndicat d'un

tiers, donnent à penser que le résultat du scrutin ne reflétait vraisemblablement pas les vœux réels des employés – L'article 11 (modifié depuis, mais les modifications intervenues ne sont pas applicables à la présente requête) n'exigeait l'octroi de l'accréditation que si aucun autre recours ne serait suffisant pour contrer les effets de la contravention – Les contraventions de l'employeur, bien que graves, ne sont pas d'une gravité ou d'une ampleur comparables à celles liées d'autres cas dans lesquels une accréditation corrective a été ordonnée. – Il n'a pas été établi que tous les employés étaient au courant de la menace formulée envers D. – Le syndicat a sérieusement sous-estimé le nombre d'employés, de sorte qu'il n'a pas communiqué avec un important groupe de votants – Permettre au syndicat de communiquer avec ces votants, entre autres choses, pourrait engendrer un vote assuré de refléter les vœux réels des employés – Le syndicat a conservé un soutien de base important lors du scrutin – Eu égard aux circonstances particulières du cas présent, la Commission n'a pas été satisfaite qu'une accréditation corrective était le seul recours suffisant – La Commission a ordonné la tenue d'un deuxième scrutin – Les autres redressements ordonnés sont des réunions rémunérées avec le syndicat, la communication des coordonnées des employés au syndicat et des affichages.

BAYFIELD MANOR; RE: UNITED FOOD AND COMMERCIAL WORKERS INTERNATIONAL UNION, LOCAL 175; RE: UNITED FOOD AND COMMERCIAL WORKERS, LOCAL 175; OLRB File No. 0905-17-R and 1119-17-U; 20 juin 2018; Décision : C. Michael Mitchell, Lori Bolton et Jawara Gairey (38 pages)

Accréditation dans des industries spécifiques – Requêtes simultanées – Le syndicat a présenté une requête en accréditation sans scrutin en vertu de l'article 15.2 – L'employeur a répondu qu'il n'exploitait pas une entreprise dans l'industrie des services de soins à domicile et des services communautaires et que de ce fait, l'article 15.2 ne s'appliquait pas – Le syndicat a alors déposé une requête en vertu de l'art. 8 sans préjudice de sa position que l'employeur exploite une entreprise

dans une industrie donnée – La Commission a ordonné la mise aux voix de la requête présentée en vertu de l’art. 8, sous réserve que les urnes soient scellées – Les parties ont convenu de procéder au dénombrement des voix sans préjudice de la position de l’employeur – Le syndicat a remporté le scrutin – L’employeur a avancé l’argument qu’en présentant une requête en vertu de l’art. 15.2, le syndicat avait « choisi » de procéder aux termes de l’art. 15.2 et ne pouvait donc pas présenter de requête en vertu de l’art. 8 – La Commission a examiné la décision dans *Modis*, dans laquelle elle avait énoncé les difficultés inhérentes à des requêtes en accréditation simultanées, y compris la possibilité d’obtenir des résultats inégaux et l’utilisation à mauvais escient des ressources de la Commission – La Commission a répété qu’elle est réticente à autoriser la tenue simultanée de votes relatifs à deux requêtes différentes lorsque l’applicabilité de l’art. 15.2 n’est pas contestée – Compte tenu des circonstances bien particulières en l’espèce, à savoir que le scrutin a déjà été tenu et décompté, il n’y a pas de raison de ne pas valider ses résultats et la Commission a donc décidé de ne pas exercer son pouvoir discrétionnaire aux termes du par. 111 (3) de la *Loi* – À l’avenir, la Commission traitera des questions que soulèvent des requêtes simultanées avant d’ordonner la tenue d’un scrutin à la suite d’une requête présentée en vertu de l’art. 8 – Le reste des questions en litige concernant la requête sont sans effet sur le droit du syndicat d’être accrédité – Certificat provisoire délivré.

SUMMIT HOUSING AND OUTREACH PROGRAMS; RE: SERVICE EMPLOYEES INTERNATIONAL UNION LOCAL 1 CANADA; OLRB Files No. 0020-18-R and 0123-18-R; 1^{er} juin 2018; Décision : Matthew R. Wilson (10 pages)

INSTANCES JUDICIAIRES

Obligation du syndicat d’être impartial dans son rôle de représentant – Révision judiciaire – Le requérant a présenté une requête en révision judiciaire de la décision de la Commission de rejeter sa plainte relative à l’obligation du syndicat d’être impartial dans son rôle de représentant – Le requérant a déposé un grief, affirmant que son employeur avait manqué de lui accorder certains quarts de travail, et qu’il avait fait de la discrimination à son égard fondée sur le sexe et

l’âge – La Commission de règlement des griefs (CRG) a rejeté son grief – Le requérant a affirmé que le syndicat avait manqué à son devoir d’être impartial dans son rôle de représentant lorsqu’il a refusé de demander une révision judiciaire de la décision de la CRG de rejeter son grief – La Commission a rejeté sa plainte relative à l’obligation de représentation impartiale, ayant conclu que le syndicat n’avait pas été partial dans sa décision de ne pas présenter de requête en révision judiciaire de la décision de la CRG, qu’il avait justement pris en considération les faits pertinents dont il avait été saisi, qu’il avait expliqué ceux-ci au requérant, et que l’expression par le syndicat d’un avis contraire à celui du requérant n’est pas un acte de mauvaise foi – Le requérant a affirmé devant la Cour que la Commission avait été partiale et qu’elle lui avait refusé l’application des principes de justice naturelle dans la tenue de la consultation – La Cour a jugé que ces affirmations étaient sans fondement, vu que la consultation avait eu lieu sur la base d’observations complètes et détaillées et que l’avocat du requérant avait soumis tous les témoins du syndicat à un contre-interrogatoire – Aucune preuve n’a été présentée à l’appui d’une crainte raisonnable de partialité – La requête est rejetée.

CECIL COORAY; RE: ONTARIO PUBLIC SERVICE EMPLOYEES UNION; Divisional Court File No. 324/16; 20 juin 2018, Décision : C. Horkins, Conway et Sheard JJ (4 pages).

Les décisions énumérées dans ce bulletin seront publiées dans les rapports de la Commission des relations de travail de l’Ontario (OLRB Reports). On peut consulter les versions préliminaires de ces rapports à la Bibliothèque des tribunaux de travail de l’Ontario, au 7^e étage du 505, avenue University, à Toronto.

Procédures en instance

Intitulé et numéro du dossier de la Cour	N° du dossier de la CRTO	Stade de traitement de l'affaire
D. Andrew Thomson Dossier de la Cour divisionnaire n° 238/18 (Sudbury)	1070-16-ES	En cours
Tomasz Turkiewicz Dossier de la Cour divisionnaire n° 262/18	2374-17-R	En cours
Deloitte Restructuring Inc. Dossier de la Cour divisionnaire n° 238/18	2986-16-R	En cours
Alicia R. Allen Dossier de la Cour divisionnaire n° 199/18	0255-17-UR	En cours
Provincial Employers' Bargaining Agency - Labourers Dossier de la Cour divisionnaire n° 141/18	2221-15-U	En cours
Trisect Construction Corporation Dossier de la Cour divisionnaire n° 087/18	2553-15-R	En cours
Matrix North American Construction Canada Dossier de la Cour divisionnaire n° 051/18	0056-16-JD	En cours
Brookfield Multiplex Ltd. Dossier de la Cour divisionnaire n° 025/18	1368-15-R	1 ^{er} octobre 2018
Canada Bread Company, Limited Dossier de la Cour divisionnaire n° 11/18	3729-14-R 3730-14-R 3731-14-R 3732-14-R 3733-14-R	En cours
Bricklayers (Prescott) Dossier de la Cour divisionnaire n° 18/18	3440-14-U	En cours
Robert Daniel Laporte Dossier de la Cour divisionnaire n° 037/18	2567-15-U	En cours
Highcastle Homes Inc. Dossier de la Cour divisionnaire n° 7/18	3196-15-R 3282-15-U	En cours
China Visit Tour Inc. Dossier de la Cour divisionnaire n° 716/17	1128-16-ES 1376-16-ES	En cours
Rouge River Farm Inc. Dossier de la Cour divisionnaire n° 637/17	0213-16-ES	En cours
Sheet Metal Workers' International Association Dossier de la Cour divisionnaire n° 613/17	1536-16-R	12 septembre 2018
Dennis McCool Dossier de la Cour divisionnaire n° 566/17	0402-16-U	En cours

(Juillet 2018)

Cecil Cooray Dossier de la Cour divisionnaire n° 324/16	1594-15-U	Rejeté
S. & T. Electrical Contractors Limited Dossier de la Cour divisionnaire n° 562/17	1598-14-U 1806-14-MR	15 mai 2018
Ramkey Construction Inc. Dossier de la Cour divisionnaire n° 539/17	1269-15-R	7 juin 2018
Front Construction Industries Dossier de la Cour divisionnaire n° 528/17	1745-16-G	En cours
Enercare Home Dossier de la Cour divisionnaire n° 521/17	3150-11-R 3643-11-R 4053-11-R	En cours
Ganeh Energy Services Dossier de la Cour divisionnaire n° 515/17	3150-11-R 3643-11-R 4053-11-R	En cours
Kevin Mackay Dossier de la Cour divisionnaire n° 466/17	2972-16-U	Rejeté
LIUNA (Pomerleau Inc.) Dossier de la Cour divisionnaire n° 257/17	3601-12-JD	En cours
Myriam Michail Dossier de la Cour divisionnaire n° 624/17 (London)	3434-15-U	En cours
Peter David Sinisa Sesek Dossier de la Cour divisionnaire n° 93/16 (Brampton)	0297-15-ES	En cours
Yuchao Ma Dossier de la Cour divisionnaire n° 543/16	2438-15-U	4 octobre 2018
Byeongheon Lee Dossier de la Cour d'appel no M48402	0095-15-UR	En cours
Byeongheon Lee Dossier de la Cour d'appel n° M48403	0015-15-U	En cours
R. J. Potomski Dossier de la Cour divisionnaire n° 12/16 (London)	1615-15-UR 2437-15-UR 2466-15-UR	En cours
Qingrong Qiu Dossier de la Cour d'appel n° M48451	2714-13-ES	En cours
Kognitive Marketing Inc. Dossier de la Cour divisionnaire n° 51/15 (London)	0621-14-ES	En cours
Valoggia Linguistique Dossier de la Cour divisionnaire no 15-2096 (Ottawa)	3205-13-ES	En cours